

Chronotachygraphe : un nouveau type de fraude constaté en France

Une première qui a valu au transporteur polonais une consignation de 4 500 € pour la verbalisation du délit et du paiement de la facture de remise en conformité du véhicule, d'un montant de 3 320 €.

Un simple contrôle a permis aux agents de la DREAL de débusquer une nouvelle forme d'infraction à l'utilisation du tachygraphe numérique. En effet, le camion continuait de rouler tout en enregistrant un temps de repos, grâce à une modification du logiciel d'exploitation.

C'est une différence de kilométrage entre le trajet parcouru et les données enregistrées sur un poids lourd d'un transporteur polonais contrôlé fin mars qui a mis la puce à l'oreille de la Direction régionale de l'aménagement, de l'environnement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire. En effet, le camion continuait de rouler tout en enregistrant un temps de repos.

Une première en France

Pour expliquer ce différentiel, les agents de la DREAL ont croisé leurs informations avec celles de leurs homologues nationaux et européens, "dont deux membres de la "task force" de lutte contre les fraudes au tachygraphe, et leurs homologues belges, qui avaient déjà découvert un tel dispositif basé sur une modification du logiciel interne et d'un calculateur du véhicule", indique le communiqué de la DREAL.

Immobilisé pendant 5 jours, ce poids lourd est le premier du genre sur ce type de fraude au sein de l'Hexagone. Une première qui a valu au transporteur polonais une consignation de 4 500 € pour la verbalisation du délit et du paiement de la facture de remise en conformité du véhicule, d'un montant de 3 320 €.

TFP Logistic rejoint le groupe Perrenot

TFP revendique un chiffre d'affaires de 7,7 millions d'euros grâce à ses activités de stockage, de préparation et de livraison de produits secs, frais ou surgelés avec une flotte de 40 véhicules frigorifiques et un entrepôt de 4 000 m² sous température dirigée.

Racheté par la filiale Zamenhof, TFP Logistic rejoint le groupe Jacky Perrenot. Sa spécialité : le transport de marchandises en Ile-de-France. Son chiffre d'affaires : 7,7 M€.

Zamenhof, société du groupe Jacky Perrenot, vient de racheter TFP Logistic. Une entreprise dont le siège social est situé à Rungis et qui revendique un chiffre d'affaires de 7,7 millions d'euros grâce à ses activités de stockage, de préparation et de livraison de produits secs, frais ou surgelés avec une flotte de 40 véhicules frigorifiques et un entrepôt de 4 000 m² sous température dirigée.

"Le dirigeant et fondateur Pascal Fournel a souhaité s'allier avec un groupe important avec lequel il y a de nombreuses synergies pour continuer à développer sa société", indique le communiqué de presse. Parmi les prochains projets envisagés par le groupe : le regroupement de ses activités dans un entrepôt de 12 000 m² (dont une partie est sous température dirigée) dans le Val-de-Marne.

TFP Logistic était conseillé dans cette transaction par le cabinet P2C-Partners.

Gestion de palettes : Lahaye Global Logistics inaugure une ligne de tri automatisée

Chaque jour, 15 camions sont enregistrés en entrée/sortie.

LPR et Lahaye voient la vie en rouge. Le loueur de palette et le transporteur-logisticien ont noué un partenariat durable dans le Grand Ouest pour la gestion des palettes. Sur le site de Grand Fougeray, près de Rennes, une nouvelle ligne automatisée de tri et de réparation vient d'être inaugurée.

Sur 18 000 m² s'étalent des dizaines de milliers de palettes rouges empilées. Pour l'inauguration de sa nouvelle ligne automatisée de tri et de réparation de palettes en bois, mi-mars, Lahaye Global Logistics a convié son partenaire LPR-La Palette Rouge, ainsi que ses principaux clients industriels et de la grande distribution sur son site de Grand Fougeray, au sud de Rennes. "Ici le rouge domine sur les palettes et les camions, mais LPR et Lahaye partagent aussi d'autres valeurs", lance Patrick Lahaye, Pdg du groupe, au début de son discours. Depuis plusieurs années, le transporteur et logisticien collabore avec la division d'Euro Pool Group, experte dans la location-gestion de palettes.

Un prestataire de référence

En 2015, le dirigeant reprend à la barre du tribunal de commerce la société Distripal, spécialisée dans la collecte et la maintenance de support de manutention. Il crée alors sa filiale Lahaye Packaging et apprend alors un nouveau métier afin d'étendre son offre logistique. Néanmoins, il bénéficie déjà d'un savoir-faire local. En liant un partenariat avec LPR, il espère devenir un prestataire de référence dans le Grand Ouest. Il assure un service complet pour le loueur : collecte, tri, réparation, stockage et livraison, d'autant qu'il dispose de deux autres sites dans la région, à Carhaix (29) et Payré (86).

Plus de 2,5 millions de palettes par an

Au centre de service de Grand Fougeray, qui compte environ 40 salariés, plus de 2,5 millions de palettes transitent chaque année et le nouvel outil – un investissement de 2 M€ – permettra d'en traiter encore davantage. "Notre objectif est de doter les techniciens de postes de travail ergonomiques, dans un souci de confort et de réduction des TMS. Avec Lahaye Global Logistics, nous avons la même démarche qualitative auprès de nos clients tout en partageant les mêmes valeurs en termes de RSE", a expliqué Yves Degouve, directeur Europe de l'Ouest de LPR. Le renforcement de ce site permet au loueur d'accroître ses

capacités de stockage et d'optimiser les flux de la chaîne d'approvisionnement en se rapprochant de ses clients.

En raccourcissant les circuits logistiques, LPR réduit ses émissions de CO2. Une démarche écoresponsable qui correspond aussi à l'engagement de Lahaye Global Logistics dans la réduction de l'impact de ses activités sur l'environnement. Le groupe est doté d'une flotte aux normes Euro 6, renouvelée tous les 3 ans, et projette de s'équiper de camions au gaz.

Les camions Euro 3 bientôt interdits dans le Grand Paris

La mairie de Paris se félicite en tout cas de cette décision. "C'est une excellente nouvelle. La pollution ne s'arrête pas à la limite du périphérique", a réagi Jean-Louis Missika, adjoint à la maire de Paris chargé entre autres du projet du Grand Paris.

Les vignettes Crit'air pourraient être appliquées dans le périmètre du Grand Paris en 2019, ce qui exclurait les camions Euro 3 de la zone située à l'intérieur de l'A86.

La mairie de Paris donne des idées à la banlieue en matière de lutte contre les véhicules les plus polluants. Les vignettes Crit'air, qui classent les véhicules en fonction de leurs émissions polluantes, pourraient en effet devenir obligatoires à l'intérieur du périmètre défini par l'autoroute A86, et ce, dès janvier 2019. "Cette zone basse émission pourrait s'étendre en 2019 non plus seulement à Paris intra-muros mais à l'échelle intra-A86", a ainsi expliqué au micro de France Bleu Daniel Guiraud, vice-président du Grand Paris chargé des questions environnementales et maire des Lilas (93).

Cette mesure figure dans le plan "Air-Climat-Énergie" de la Métropole, qui a justement été présenté le 9 avril par Daniel Guiraud. "L'objectif c'est qu'à terme, il n'y ait plus de véhicules sales et plus de véhicules diesel", souligne l'intéressé, en précisant que le calendrier de ces restrictions n'a pas encore été défini. Il pourrait différer de celui de Paris, qui s'est fixé la date de 2024 pour bannir le diesel.

La mairie de Paris se félicite en tout cas de cette décision. "C'est une excellente nouvelle. La pollution ne s'arrête pas à la limite du périphérique", a réagi Jean-Louis Missika, adjoint à la maire de Paris chargé entre autres du projet du Grand Paris.

3 nouveaux départements concernés : 92, 93 et 94

À ce jour, dans la capitale, les véhicules porteurs d'une vignette Crit'Air 5 (de couleur grise) sont interdits de circulation en semaine entre 8 h et 20 h. Il s'agit des voitures et VUL diesel de norme Euro 2 (immatriculés jusqu'au 31 décembre 2000) et les camions de plus de 3,5 t de norme Euro 3 (immatriculés jusqu'au 30 septembre 2006). Pour ces derniers, l'interdiction vaut également les week-ends et jours fériés (toujours entre 8 h à 20 h).

Les restrictions peuvent s'étendre aux catégories 4 (VUL Euro 3 et camions Euro 4) en cas de pics de pollution prononcés. Les nouveaux départements franciliens concernés par ces restrictions pourraient être les Hauts-de-Seine (92), la Seine-Saint-Denis (93) et le Val-de-Marne (94). Daniel Guiraud rappelle cependant que l'application de cette mesure dépend du pouvoir de police des maires des communes concernées et ne pourra donc être mise en place que si ces derniers approuvent l'extension.

Prix de transport : hausse générale au 4e trimestre 2017

L'indice des prix du transport aérien de fret s'accroît de 1 % au quatrième trimestre 2017, après deux trimestres de baisse, affichant au final une augmentation de + 1,1 % en glissement annuel.

Les prix du transport de fret sont en croissance pour tous les modes de transport au quatrième trimestre 2017, constate le service Observations et Statistiques du ministère des Transports. En revanche, dans les activités logistiques, les variations sont faibles.

La reprise produit ses effets sur l'évolution des prix de transport, dans des proportions plus ou moins importantes selon les modes. Au quatrième trimestre 2017, par rapport au trimestre précédent, "les plus fortes augmentations concernent les prix du transport maritime (+ 0,9 %) et aérien (+ 1 %). Les évolutions sont plus modérées pour les prix du transport routier (+ 0,6 %) et du transport ferroviaire (+ 0,5 %)", relève le ministère des Transports dans sa dernière publication des indices des prix du transport et de l'entreposage.

La palme au transport maritime

La palme de la croissance revient aux prix de transport maritime, en hausse de 0,9 % au 4e trimestre 2017, confirmant ainsi la remontée amorcée plus d'un an auparavant. L'évolution en glissement annuel s'élève à 6,4 %, ce qui ne suffit toutefois pas à compenser la baisse enregistrée en 2014 et 2015.

L'indice des prix du transport aérien de fret s'accroît quant à lui de 1 % au quatrième trimestre 2017, après deux trimestres de baisse, affichant au final une augmentation de + 1,1 % en glissement annuel.

Dans le transport routier, tous les segments croissent dans des proportions similaires, c'est-à-dire de 0,6 %, qu'il s'agisse de transport de fret interurbain, d'international ou de transport de fret de proximité.

Toutefois, en glissement annuel, l'évolution est plus disparate. Globalement, les prix augmentent de 0,8 % par rapport au 4e trimestre 2016. Ils affichent une hausse significative dans le transport interurbain (+ 0,9 %) et à l'international (+ 1,1 %), mais stagnent dans le transport de fret de proximité (- 0,1 %).

Express et messagerie repartent à la hausse

Dans le secteur de la messagerie et du fret express, les prix repartent à la hausse (+ 1,7 %) après deux trimestres de baisse, et grimpent dans les mêmes proportions en glissement annuel.

Du côté du ferroviaire, les prix gagnent 0,5 % au quatrième trimestre 2017, confirmant la hausse du précédent trimestre. "Cette hausse concerne principalement les prix du transport national (+ 1 %) et dans une moindre mesure ceux du transport international (+ 0,2 %)", précise le ministère.

En glissement annuel, l'augmentation est encore plus forte puisqu'elle s'élève à 1 % par rapport au T4 2016 (+ 1,4 % en national et + 0,9 % à l'international).

Des prix en hausse sur les bassins Seine et Nord-Pas-de-Calais

Dans le transport fluvial, les prix rebondissent au quatrième trimestre 2017 (+ 0,9 %), après deux trimestres de baisse. "Cette évolution des prix du transport fluvial est principalement due à celle des prix du transport national (+ 1,1 %) qui évoluent plus que les prix du transport international (+ 0,3 %). Les prix sur le bassin « Nord-Pas-de-Calais » (+ 0,6 %) et sur le bassin « Seine » (+ 2,1 %) sont en hausse", précise le ministère.

Toutefois, en glissement annuel, les prix du transport fluvial régressent de - 0,2 % par rapport à 4e trimestre 2016.

Enfin, dans les activités logistiques, les prix varient peu. Ils diminuent très faiblement pour la manutention (- 0,1 %) et sont stables pour l'entrepôtage.

Classement des pavillons routiers européens : un match Est-Ouest

Les pavillons de l'Ouest témoignent d'un certain dynamisme (+ 3,1 %), mais pas autant que ceux des pavillons à l'est de l'Europe (+ 8,6 %).

Le Comité national routier (CNR) vient de publier son classement annuel des pavillons européens. Un opus portant sur l'année 2016 qui confirme certaines tendances amorcées l'année précédente.

Dans son classement du transport routier de marchandises européen, le Comité national routier (CNR) tire un bilan globalement positif de l'année 2016. Un dynamisme qui laisse présager "une sortie franche de crise (qui) s'annonçait déjà en 2015 avec un taux de croissance de l'activité totale de 2,4 %. En 2016, la tendance se renforce : le TRM européen double la croissance de 2015 et réalise une de ses meilleures performances depuis le début des années 2000", résume l'étude.

Pour autant, la situation des pays figurant dans ce classement n'est pas homogène. En effet, les pavillons de l'Ouest témoignent d'un certain dynamisme (+ 3,1 %), mais pas autant que ceux des pavillons à l'est de l'Europe (+ 8,6 %).

Un top 5 inchangé

Avec une activité globale dont le taux de croissance avoisine 4,6 % sur un an, 22 pays parmi les 29 qui figurent dans le classement surfent sur un taux positif.

Au sein du classement, l'Allemagne (+ 0,3 %) conserve la première place suivie de la Pologne (+ 11,5 %), de l'Espagne (+ 3,6 %), du Royaume-Uni (+ 11,2 %) et de la France (+ 1,5 %), "dont l'activité repose quasi exclusivement sur le marché interne", souligne le CNR. Au total, ce Top 5 représente 61 % de l'activité européenne.

Un match Est-Ouest

Si les pavillons de l'Ouest semblent souffrir d'une mise à l'écart des "efforts politico-économiques" amenant les transporteurs à se replier sur leur marché national "menacé par la montée du cabotage", leurs homologues des pays de l'Est continuent de gagner du terrain à l'international. "Les gros pavillons veulent dominer le marché pour imposer leurs règles, non seulement dans le secteur du TRM, mais aussi dans le commerce international des pays membres", analyse de CNR.

Mais déjà, "certains pavillons de l'Est font les frais de l'actuelle guerre des prix et perdent des parts de marché, comme la République tchèque, la Lettonie ou la Hongrie".

ADP réceptionne une zone d'activités logistiques à l'aéroport d'Orly

Le parc d'activités lancé par le groupe ADP sur l'aéroport d'Orly apporte une nouvelle illustration du plan stratégique Connect 2020, qui prévoit un renforcement du rôle d'investisseur et un développement des surfaces dédiées aux activités cargo.

Le groupe ADP lance un nouveau parc d'activités privatif et sécurisé dans la zone cargo de l'aéroport de Paris-Orly, en tant qu'aménageur et investisseur. Ce parc comprend 22 000 m² d'entrepôts et de bureaux, à ce jour commercialisés à hauteur de 50%.

Engagé depuis quelques années dans une reconquête du cargo, le groupe ADP en apporte un nouveau témoignage avec le déploiement d'un nouveau parc d'activités situé à Orly, à proximité immédiate de l'A86, de l'A106 et de la RN7. Jusqu'à présent, les investissements s'étaient principalement matérialisés sur l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, qui concentre l'essentiel du trafic fret d'ADP.

"Ce nouvel actif immobilier est emblématique de notre plan stratégique Connect 2020, qui prévoit un renforcement de notre rôle d'investisseur et un développement des surfaces dédiées aux activités cargo. Ce parc participe également d'une stratégie de développement de la ville aéroportuaire et du renouveau de l'aéroport Paris-Orly", souligne dans un communiqué Serge Grzybowski, directeur de l'immobilier du groupe ADP.

Une possibilité d'accès direct aux pistes

Le nouveau parc d'activités, baptisé Romeo, dispose d'une surface totale de 22 000 m² répartis en deux tranches de 11 000 m², précise ADP dans un communiqué :

- une tranche dite "cargo-grande activité", avec "des bâtiments directement connectés en PCZSAR (Parties critiques de la zone sûreté à accès réglementé)", proposant autrement dit une possibilité d'accès aux pistes. Cette zone offre 9 300 m² de locaux d'activités et 1 700 m² de bureaux, divisibles à partir de 1 100 m².

- une tranche dite "petite activité" qui comprend "8 200 m2 de locaux d'activités et 2 800 m2 de bureaux dédiés aux PME/PMI, divisibles à partir de 300 m2", précise ADP.

Environ la moitié des surfaces ont été pour l'instant commercialisées, auprès d'acteurs "issus du monde aéronautique et du pôle économique d'Orly-Rungis", indique encore le groupe.

Le maire Labeaume demande des excuses à Gosselin

Les discussions se sont corsées, lundi, au conseil sur le projet de tramway

Le débat sur le réseau de tramway-trambus s'est encore une fois envenimé, lundi, au conseil municipal, alors que le maire a demandé des excuses au chef de l'opposition pour avoir « blâmé » les professionnels de la Ville.

«Je trouve dégueulasse la façon du chef de l'opposition de blâmer les professionnels qui ont fait ce travail-là», s'est emporté le maire Régis Labeaume, à la suite de l'intervention de Jean-François Gosselin.

En attaquant l'équipe du maire pour son projet dessiné «sur le coin d'une table», celui-ci avait écorché les professionnels de la Ville et leur travail lors des consultations publiques.

«Ce qui m'a frappé, c'est l'incapacité des professionnels du projet à rejoindre les interrogations qui préoccupent grandement les citoyens. [...] Le maire et son équipe s'époumonent depuis des semaines à dire qu'ils travaillent sur le tramway depuis huit ans. Si c'était vrai, les professionnels de la Ville auraient eu des réponses pour les citoyens», a lancé M. Gosselin.

Cette tirade a hérissé le maire. «Je pense que ça ne se fait pas. Tout le monde a remarqué le professionnalisme de ces gens-là. Je veux lui dire ceci : dans toute sa vie professionnelle, il n'arrivera pas à la cheville des professionnels qui ont expliqué le projet», a lancé le maire, qui a réclamé des excuses.

Il serait heureux que le chef de l'opposition s'excuse de ce qu'il a dit auprès de ces gens-là. «Au moins, ça serait [faire] amende honorable.»

Mélançon Nuance les propos

Le collègue de Jean-François Gosselin chez Québec 21, Stevens Mélançon, a cru bon d'intervenir pour nuancer les propos de son chef.

«Ce que le chef de l'opposition voulait dire, c'est qu'on ne blâme pas les professionnels. On voulait mentionner que le projet n'est pas prêt et on veut avoir les réponses aux questions qu'on pose.»

Jean-François Gosselin a également accusé le maire de faire une «campagne de désinformation» avec ses publicités à la radio qui, selon lui, présentaient des faits erronés, notamment sur l'investissement du gouvernement qui ne couvre pas 100 % des 3,3 milliards de dollars du projet et sur le nombre de kilomètres de voies retirées aux automobiles.

Le maire a répliqué que Québec 21 est «seul sur son île» à s'opposer au projet.

Des inquiétudes

Par ailleurs, un citoyen du boulevard Pie-XII, Denis Lemay, s'est présenté au micro pour s'inquiéter du bruit, de la destruction du milieu et de la perte de valeur des maisons derrière lesquelles passera le tramway. Elles seront invendables, selon lui.

«Plusieurs de mes concitoyens ont perdu le sommeil à cause de cette bombe-là qui nous est tombée dessus.»

«Toutes les propriétés, partout dans le monde, où il y a du transport collectif augmentent de valeur, a rétorqué le maire. Retrouvez le sommeil, ça presse!»

Québec lance sa politique de mobilité durable en transports

Le gouvernement du Québec lance aujourd'hui une nouvelle politique de mobilité durable, promise depuis plus d'un an, à laquelle il prévoit consacrer quelque 3,5 milliards sur cinq ans afin de rendre les transports plus « propres », dans les centres urbains aussi bien qu'en régions.

Le développement de services de transports collectifs sera le plus grand bénéficiaire de cette politique, largement axée sur l'essor des transports électriques et la création d'une gamme nouvelle de services plus confortables et attrayants afin d'en favoriser l'utilisation.

La nouvelle politique contiendra toutefois des volets consacrés au transport aérien régional, au transport des marchandises, à l'accélération des investissements sur les pistes cyclables et les sentiers piétonniers, et au soutien des « nouvelles mobilités » comme le taxibus et l'auto en libre-service.

Les sommes prévues par Québec pour financer la plupart de ces initiatives ont déjà été annoncées dans le dernier budget provincial, le mois dernier. La politique qui sera annoncée aujourd'hui contiendra toutefois plusieurs mesures et intentions législatives pour faciliter le virage vers une mobilité plus écologique et durable.

RÉDUIRE LES GES

Le Québec n'a plus de politique des transports depuis de nombreuses années. Entre 2007 et 2011, une politique de développement des transports collectifs a permis de financer de nombreuses initiatives pour améliorer les services de métro, de trains de banlieue ou de bus. Ces améliorations de services ont entraîné une hausse globale de fréquentation de 11 %, à l'échelle du Québec, dans les transports collectifs. Malgré son succès, cette politique n'a pas été renouvelée.

La nouvelle politique de mobilité durable qui sera présentée aujourd'hui est beaucoup plus large. Elle touchera toutes les dimensions du transport, avec un objectif clair de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) responsables des changements climatiques. Plus de 40 % des émissions de GES, au Québec, proviennent des transports.

TROIS GRANDS PROJETS

Au cours des derniers mois, le gouvernement Couillard a donné le feu vert à trois grands projets de transports en commun, soit le prolongement de la ligne bleue du métro dans l'est de Montréal, la construction du Réseau express métropolitain de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et un grand projet de tramway et de bus express à Québec. Ces trois grands projets généreront à eux seuls des investissements de 13,5 milliards dans les prochaines années.

Dans son dernier budget, Québec a promis de consacrer 3,5 milliards additionnels à la mise en oeuvre de sa nouvelle politique de mobilité durable, dont 845 millions, sur cinq ans, pour l'amélioration des services existants de transports en commun et de transport adapté.

Parmi les engagements financiers visant d'autres volets de sa politique, notons des investissements supplémentaires de 250 millions sur cinq ans pour la réfection de la voirie locale, une somme de 173 millions pour favoriser le maintien des dessertes aériennes dans les régions, et une somme de 65 millions, sur cinq ans, pour « accélérer le développement du transport actif », soit la marche et le vélo, dans toutes les régions du Québec.

Le gouvernement Couillard veut que les Québécois perdent moins de temps sur la route

MONTREAL | Le gouvernement Couillard veut réduire de 20% le temps de déplacement moyen des Québécois entre leur domicile et leur travail d'ici 2030.

C'est une des ambitieuses cibles que s'est fixées Québec, lors du dévoilement de sa politique sur la mobilité durable, mardi.

Pour atteindre ces objectifs, une nouvelle enveloppe de 2,9 milliards \$ sur cinq ans a été promise.

Mobilité : le gouvernement veut réduire le temps de déplacement - explications

Québec veut pouvoir offrir «plus d'options de transport, une meilleure fluidité et donc moins de perte de temps».

Le gouvernement Couillard souhaite également que les ménages dépensent 20% de moins pour se déplacer d'ici 2030, que la consommation de pétrole au Québec dans les transports soit réduite de 40% et que ce secteur émette 37,5% moins de gaz à effet de serre qu'en 1990.

«Devant les défis posés par les changements climatiques, le vieillissement de la population, les besoins de nos familles et les aspirations sociales et économiques du Québec, c'est un choix de société nécessaire pour notre avenir», a expliqué par communiqué, le ministre des Transports, André Fortin, mardi.

Plusieurs organismes écologiques et du milieu des affaires ont salué la politique présentée par le gouvernement Couillard.

«En choisissant l'approche que nous défendons depuis des années, soit "Réduire-Transférer-Améliorer", la politique et les mesures qu'elle propose pourront être évaluées en fonction des réductions réelles des déplacements motorisés», s'est réjoui Steven Guilbeault, directeur principal d'Équiterre.

«Cette politique détient le potentiel de faire du secteur des transports un vecteur de prospérité et de croissance propre», a pour sa part indiqué le Conseil du patronat du Québec.

Pas assez concret

De son côté, la Coalition avenir Québec a critiqué le manque d'actions concrètes mises de l'avant par le gouvernement Couillard dans sa politique et le fait que certaines régions soient oubliées, notamment l'est de l'Île de Montréal.

«C'est une politique qui est largement recyclée à la veille des élections et qui n'apporte pas de véritables éclairages sur les moyens qui pourraient être implantés rapidement», a indiqué en entrevue Benoît Charrette, porte-parole en matière de transports pour la CAQ.

M. Charrette a toutefois refusé de commenter le réalisme des objectifs contenus dans la politique.

La CAQ entend dévoiler son plan de mobilité dans les prochaines semaines.

Québec veut réduire de 20 pour cent le temps de déplacement domicile-travail

Lia Lévesque, La Presse canadienne 17 avril 2018

MONTREAL — Québec injecte 2,9 milliards \$ de nouveaux fonds d'ici 2023 dans le cadre de sa Politique de mobilité durable.

Entre autres mesures, il s'est donné l'objectif de réduire de 20 pour cent le temps de déplacement moyen entre le domicile et le travail, ce qui paraît d'autant plus ambitieux que le nombre de voitures en circulation a beaucoup crû, ces dernières années, et que les chantiers de construction se multiplient.

L'annonce en a été faite, mardi à Montréal, par le premier ministre Philippe Couillard, en compagnie du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, André Fortin, devant des représentants des municipalités et des groupes d'intérêt.

Le gouvernement compte y parvenir par différents moyens, dont des investissements dans le transport en commun, bien sûr, mais aussi une diminution des déplacements solo en voiture de 20 pour cent et, surtout, une diversification des choix de moyens de transport pour les citoyens.

«On n'a pas encore assez d'initiatives vraiment confortables et rapides à offrir aux citoyens», a répondu le premier ministre Couillard, au cours d'une conférence de presse pour lancer la politique gouvernementale.

Par exemple, une somme de 681 millions \$ supplémentaires est octroyée pour «rendre le transport collectif urbain plus attrayant et compétitif» et une autre somme supplémentaire de 112 millions \$ pour rendre plus attrayant le transport régional et interurbain.

Québec souhaite accroître de 5 pour cent par année l'offre de services pour le transport collectif et fait le pari que les gens seront ainsi plus tentés de l'utiliser.

Le gouvernement veut ainsi de façon générale diversifier les offres de moyens de transport. La Politique de mobilité durable vise ainsi à ce que «70 pour cent de la population ait accès à au moins quatre services de mobilité durable».

«Moi, je veux donner le choix aux gens. Je n'ai pas l'intention de les obliger; j'ai l'intention de leur proposer des choix. Et je suis convaincu que lorsque les choix seront accessibles, ils vont les utiliser», a commenté le premier ministre Couillard.

Il a justifié son choix d'y aller davantage par incitatifs que par pénalités, bien qu'il vise à réduire de 37,5 pour cent les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports par rapport au niveau de 1990. «Plus les mesures sont contraignantes, moins elles rallient l'adhésion de la population», a-t-il dit. Et Québec compte sur l'appui de la population pour atteindre son objectif de réduction des gaz à effet de serre.

Le premier ministre, qui est aussi député de Roberval, une circonscription où l'exploitation forestière est très présente, a rappelé que pour les citoyens de telles régions, l'utilisation d'une camionnette fait partie du quotidien.

«Dans mon coin, mes voisins gagnent leur vie en cultivant la terre et en exploitant la forêt et ils se promènent tous en « pick-up ». Le jour où on annonce une pénalité pour ceux qui ont des véhicules de ce type-là, on vient d'entrer directement dans leur gagne-pain. Ce n'est pas comme ça qu'on va rallier les populations des régions à la lutte aux changements climatiques», a-t-il opiné.

Réactions

Présent au lancement, Steven Guilbeault, du groupe Équiterre, a convenu que les objectifs étaient ambitieux. Mais il faut se donner de tels objectifs, croit-il, pour atteindre nos cibles de réduction des gaz à effet de serre et pour réduire notre dépendance envers le pétrole.

«Si on veut réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports, il faut qu'il y ait moins de gens dans leurs voitures. Comment on fait ça? Plus de transport en commun. La politique dit: il faut augmenter l'offre de transport en commun de 5 pour cent par année. Ça va être facile de mesurer», a-t-il souligné.

Son groupe, Équiterre, a d'ailleurs fait partie du comité aviseur qui a collaboré à guider cette Politique de mobilité durable. Il se félicite du fait qu'en plus d'avoir

des objectifs clairs, un suivi sera assuré pour vérifier l'atteinte des cibles et corriger le tir ou accélérer la cadence, le cas échéant.

L'Union des municipalités, de son côté, y a vu «un document phare pour la mobilité durable des prochaines années».

Son président, Alexandre Cusson, a souligné qu'avec la hausse de l'achalandage projetée pour le transport en commun, «les municipalités ne pourront répondre à la demande». Il souligne qu'elles assument déjà la presque totalité des coûts d'exploitation du transport collectif, soit un manque à gagner de 400 millions \$ annuellement.

La Fédération des chambres de commerce du Québec, quant à elle, s'est félicitée de la plus grande fluidité promise tant pour le transport des personnes que des marchandises. «Dans un contexte où le nombre de déplacements augmente sans cesse au Québec, la mise en place d'un cocktail de transport efficace et attrayant est nécessaire», a affirmé le pdg Stéphane Forget.

Incident extrem de grav la bordul unui avion Ryanair. Un român a vrut să deschidă ieșirea de urgență în timpul zborului

Incident extrem de grav la bordul unui avion Ryanair. Un român a vrut să deschidă ieșirea de urgență în timpul zborului. Un incident extrem de grav a avut loc sâmbătă la bordul unui avion al Ryanair care zbura de la București la Roma. Cu puțin timp înainte de aterizarea, un pasager a forțat una dintre ușile ieșirilor de urgență. Știri pe aceeași temă: Ce drepturi ai, ca pasager, dacă zborul tău este amânat. Compensițiile... Ryanair recrutează însoțitori de bord fără experiență din România. Ce ... Cum să lupți cu schimbarea de fus orar atunci când zbori într-o altă țară... Potrivit relatărilor, echipajul, inclusiv căpitanul, a intervenit pentru a-l imobiliza pe român, recurgând inclusiv la bătaie. Tânărul a fost lovit cu pumnii. În cele din urmă, aeronava a aterizat în siguranță, după 20 de minute, iar pasagerul a fost reținut de autorități. „S-au aprins becurile. Comandantul a fost înștiințat prin panoul de comandă. El (pasagerul, n.red.) a dezlegat, a descătușat acel lacăt de siguranță. Presupunând că reușea să scoată trapa afară, nu mureau pasagerii, dar s-ar fi creat un curent incredibil de mare”, a explicat Sorin Stoicescu, expert aviație, potrivit Antena3.ro. „Ryanair nu este la primul incident de acest tip. O cursă din ianuarie a avut aceeași surpriză. Un pasager a deschis ușa de urgență și s-a urcat cu tot cu bagaj pe unul dintre planurile avionului, de unde a fost foarte greu de dat jos”, a mai adăugat Stoicescu. Potrivit observator.tv, aeronava a decolat la ora 10.00 de pe aeroportul Henri Coandă.

Adevărul, 14 aprilie 2018

A fost semnat contractul pentru Pasajul pe centura municipiului Arad

Miercuri, 11.04.2018, s-a semnat contractul pentru execuția lucrărilor la obiectivul “Pasaj denivelat pe centura de ocolire Arad (DN7 km 540+248) peste CF Arad – București” cu firma Implenia Baugesellschaft m.b.H. Valoarea contractului este de 25.665.184,89 (TVA inclus), cu o durată de execuție de 12 luni și o perioadă de garanție a lucrărilor de 24 de luni. Proiectul va avea o lungime de 722 m, din care lungimea pasajului va fi de 322 m, iar a rampelor de 400 m. Lățimea pasajului va fi de 13,60 de metri și va cuprinde două piste de bicicliști.

Acest obiectiv a fost contractat cu Asocieria SC Confort SA Timișoara și SC Vel Service SA București, contractul fiind reziliat pentru neîndeplinirea obligațiilor contractuale, începând cu data de 28.11.2014. La data rezilierii contractului, lucrările la obiectiv erau realizate în proporție de 21%.

Lucrările rămase de executat până la finalizarea obiectivului constau în: devieri și protejări ale rețelelor electrice, de apă, telecomunicații, iluminat pasaj; lucrări pasaj constând în continuarea unor lucrări la pilele pasajului, tablier, grinzi, benzi pentru bicicliști, rampe. Finalizarea proiectului este importantă pentru desfășurarea fluentă și în condiții de siguranță a circulației pe DN7. În acest moment, circulația peste calea ferată Arad – București impune circa 74 de închideri ale barierei de tip SAT, cu o durată medie de închidere a barierei de 170 de minute în 24 de ore, fapt ce conduce la înregistrarea zilnică a unor importante pierderi în exploatare, din cauza staționării autovehiculelor la barieră.

Românii caută rutele de zbor cele mai ieftine pentru a călători în destinații îndepărtate

Trendurile în turismul românesc evoluează și comportamentul de cumpărare al turiștilor români este într-o continuă schimbare. Dacă acum 10 ani majoritatea turiștilor se documenta online dar cumpăra de la agențiile stradale, astăzi ponderea rezervărilor online depășește 85% din total. Prețul rămâne criteriul principal în alegerea companiei aeriene sau a rutei de zbor, însă opțiunile de călătorie ale românilor au evoluat, iar aceștia caută din ce în ce mai mult destinații îndepărtate, în care se ajunge prin cel puțin două segmente de zbor. Turiștii români sunt mult mai deschiși la opțiuni creative de zbor, cu zboruri operate de două sau mai multe companii aeriene sau cu escale de 24 de ore în care pot explora încă o destinație. Acestea sunt concluziile unei analize interne Vola.ro realizate pentru a marca doi ani de la introducerea opțiunilor Smart Connection în căutările Vola.ro.

Smart Connection este un instrument ce permite turiștilor să aibă acces, printr-o simplă căutare, la zboruri compuse din segmente operate de companii aeriene diferite. Folosind Smart Connection, turiștii români au acces la destinații care ar fi fost mai dificil de atins și la prețuri cu până la 60% mai mici la bilete de avion. Se adresează fie celor care își doresc să ajungă în destinații unde nu există zboruri directe sau cu conexiuni complicate dar și turiștilor care vor să profite cât mai mult de zilele de vacanță și să experimenteze cât mai multe destinații.

Rezervările finalizate folosind Smart Connection pe Vola.ro s-au dublat ca număr în 2017 față de 2016, înregistrând o creștere cu 114%. Românii au ales astfel variantele cele mai avantajoase din punctul de vedere al prețului și au ajuns în destinații mediu curier la prețuri până în 200 euro/bilet. Spre exemplu, un zbor București – Marrakech costă în jur de 400 euro, folosind aceeași companie de linie. Dacă turiștii optează pentru rezervarea Smart Connection, cu un zbor cu două companii low cost, prețul ajunge la 160 euro/persoană. Pe lângă Marrakech, alte destinații solicitate sunt Tenerife, Porto, Ibiza și Palma de Mallorca. Turiștii care aleg variantele de zbor Smart Connection sunt predominant tineri, până în 35 de ani, care preferă să își lase o escală cât mai lungă între segmentele de zbor astfel încât să mai exploreze încă o destinație.

Toate rezervările Smart Connection beneficiază de o garanție specială prin care pasagerii primesc suportul departamentului de Relații cu Clienții Vola.ro în identificarea unor rute alternative și achiziționarea gratuită de către Vola.ro a unui bilet la următorul zbor disponibil, în cazul în care unul dintre segmente este anulat sau întârzierile de zbor au făcut imposibilă conexiunea.

În 2017 și până la această dată, valoarea despăgubirilor obținute în aplicarea garanției Smart Connection a fost de peste 25.000 de euro. „Principalul risc la zborurile cu mai multe companii aeriene este legat de lipsa de drepturi a pasagerilor în cazul în care se pierde o conexiune din cauza unui segment de zbor anterior, cu o altă companie aeriană. Ne bucurăm că am dus un produs de programare la un nivel superior, atașându-i și o garanție care presupune că echipa de Relații cu Clienții Vola.ro, disponibilă 24/7, oferă alternative de zbor gratuite clienților care cumpără un Smart Connection”, a declarat Daniel Truica, CEO Vola.ro.

Antoine Doucerain, director general al Automobile Dacia și al Groupe Renault România

Groupe Renault anunță nominalizarea lui Antoine Doucerain în funcția de Director General al Automobile Dacia și Director General al Groupe Renault România, de la 1 mai 2018. Acesta îi va fi subordonat lui Nicolas Maure, director de operațiuni Groupe Renault pentru Regiunea Eurasia, din care face parte și România.

Antoine Doucerain îi succede lui Yves Caracatzanis, care va prelua o altă funcție în cadrul Groupe Renault.

Antoine Doucerain se alătură Renault în 1993, în cadrul Direcției de Inginerie Logistică. Își

continuă cariera în domeniul Fabricației, mai întâi la uzina din Douai, unde ocupă succesiv posturile de șef departament Montaj, director Tehnic, director adjunct Fabricație, iar mai apoi, în 2010, este numit director al uzinei din Maubeuge, unde asigură lansarea Kangoo ZE și pregătirea modelului Citan pentru Daimler. În 2012, merge în Brazilia pentru a coordona crearea unei noi uzine Nissan și începerea producției modelelor Micra și Versa. Din mai 2015 se întoarce în Franța și ocupă funcția de director industrial, asigurând coordonarea a 8 uzine ale Renault (Polul industrial Vest) cu un nivel ridicat de performanță.

Yves Caracatzanis își începe cariera în cadrul cabinetului de consultanță Bossard Consultants, apoi la Hewlett Packard. În 1992 vine la Renault ca șef de proiect Organizare logistică. În 1995 se alătură uzinei de la Flins, unde ocupă succesiv posturile de șef atelier fabricație Montaj, șef de departament Vopsitorie, în 1999, și șef serviciu Calitate, în 2002, pentru lansarea Clio 3. În 2005, devine director Inginerie Prototipuri Vehicule al Grupului Renault. În 2008, participă la crearea diviziei Supply Chain (Logistică) a Grupului. În 2010, devine director Supply Chain al Grupului Renault, iar din 2013, este director Industrial și Supply Chain pentru regiunea Eurasia. Începând din aprilie 2016, Yves Caracatzanis este director general al Groupe Renault România și președinte director general al Automobile Dacia.

Creștere cu 31% a biletelor de avion cu destinația România, în perioada Paștelui

Potrivit rezultatelor unei analize Vola.ro, numărul biletelor de avion cu destinația finală România a înregistrat o creștere cu 31% în 2018, comparativ cu aceeași perioadă a anului 2017. Această creștere relevă faptul că mulți dintre românii care locuiesc în străinătate (fie studenți, fie români care lucrează în străinătate) se reîntorc în perioada Paștelui pentru a sărbători alături de familie și prieteni și că din ce în ce mai mulți români aleg să revină în țară cu avionul în detrimentul autocarului sau mașinii personale.

S-au înregistrat creșteri și în ceea ce privește numărul biletelor de avion din România către destinații externe, însă procentul este de doar 3%.

Din România, cele mai căutate destinații sunt București, Iași, Timișoara și Cluj, în timp ce destinațiile externe cele mai solicitate rămân, ca și în anii anteriori, țările cu cele mai numeroase comunități de români: Italia, UK, Spania și Germania.

Pentru zborurile către familie și prieteni, studiul Vola.ro arată că 68% dintre bilete sunt achiziționate pentru o singură persoană, iar 22% dintre acestea, pentru două persoane.

Prețul mediu al unui zbor de Paște – 143,46 €

Pentru perioada Paștelui, tariful mediu al unui bilet de avion este de 143,46 €, iar turiștii încă își mai pot rezerva un zbor la prețuri rezonabile. Spre exemplu, un bilet de avion cu destinația România costă aproximativ 139,20 €, un bilet cu destinația Italia 94,27 €, UK – 110,74 €, Germania – 123,76 € și Spania – 149,03 €.

„Mai presus de orice, călătoriile în perioada sărbătorilor înseamnă oameni care după o perioadă lungă de muncă sau studiu, se întorc acasă la familie pentru a petrece sărbătorile alături de cei dragi. Pentru a ne asigura că toți pasagerii noștri ajung acasă la timp, noi, la Vola.ro, vom asigura consultanță telefonică tuturor pasagerilor noștri care o vor solicita, inclusiv în zilele de sărbătoare”, a declarat Daniel Truica, CEO Vola.ro

City break-urile, preferate pentru vacanță de Paște

Datorită perioadei libere destul de scurte, românii care își doresc să călătorească de Paște se îndreaptă fie spre destinații de city break, fie spre destinații cu comunități numeroase de creștin ortodocși, pentru a se putea bucura de slujba din noaptea de Înviere. Destinații

preferate de români pentru vacanță de Paște sunt, preponderent, cele europene, atât datorită intervalurilor de zbor scurte, precum și tarifelor accesibile.

Cele mai căutate destinații de city break rămân Roma, Milano, Berlin și Barcelona, pentru care turiștii au plătit în medie între 120 și 250 euro/persoană pentru o vacanță cu 3 nopți cazare la hoteluri de 3 și 4 stele și zbor inclus. 69% dintre serviciile de acest tip sunt achiziționate pentru cupluri sau grupuri de minim două persoane.

DHL Carpathian Marathon, la a IX-a ediție

În acest an, cea de-a IX-a ediție a DHL Carpathian Marathon va avea loc pe 16 iunie, într-un cadru nou și cu trasee spectaculoase, acestea fiind realizate în inima uneia dintre ultimele regiuni sălbatice din Europa, munții Carpați.

După succesul ediției precedente, cu 1.500 de participanți prezenți la start, cu ambasadori de renume, campioni și persoane publice, și aproape 15.000 de euro strânși din taxele de înscriere, donați sportivilor paralimpici români, ediția din acest an vine cu noi provocări și ridică ștacheta competiției!

Cheile Grădiștei – Fundata este noua locație, stațiunea având multiple facilități și standarde de nivel olimpic, unde se vor alinia la start toți pasionații de alergare, atât experimentați, cât și începători, care își doresc să ia parte la această cursă montană de top din România.

“Valoarea adăugată a acestei competiții constă în componenta caritabilă, taxa de participare fiind donată cauzei pe care o susținem. Continuăm să contribuim la performanță prin sport, la a încuraja cât mai mulți tineri să îmbrățișeze alergarea, să aibă acces la un eveniment în mijlocul naturii, să se dezvolte și să contribuie la extinderea acestor competiții, și abia așteptăm să ne vedem la linia de start, pe 16 iunie!”, a declarat Daniel Kearvell, Managing Director al DHL Express România.

Ediția a IX-a a evenimentului DHL Carpathian Marathon susține, pentru al patrulea an consecutiv, Comitetul Național Paralimpic, care și-a propus, anul acesta, identificarea noilor talente și pregătirea sportivilor pentru a reprezenta cu succes România la Jocurile Paralimpice din Japonia, din 2020. Cei care se vor înscrie vor contribui direct la această cauză, toate fondurile strânse din taxele de participare fiind donate în această direcție. Fiecare iubitor de mișcare devine, astfel, un susținător al sportivilor paralimpici români, participarea fiind cu mult mai importantă decât performanța în sine.

Pe 27 martie s-a dat startul înscrierilor pentru cea de-a IX-a ediție, pe pagina oficială www.maratondhl.ro. Toți alergătorii, amatori și profesioniști, sunt invitați să participe fie individual, fie în echipă, alături de colegi sau prieteni.

Până pe 6 aprilie, participanții beneficiază de un preț special, taxa fiind de 70 lei / participant pentru persoane fizice și 80 de lei / participant pentru companii. După această dată, prețurile vor crește progresiv:

- 7 aprilie – 20 aprilie: 90 lei / participant pentru persoane fizice și 110 lei / persoană pentru companii;
- 21 aprilie – 30 mai: 110 lei / participant pentru persoane fizice și 125 lei / persoană pentru companii;
- 31 mai – 14 iunie: 125 lei / participant pentru persoane fizice și 150 lei / persoană pentru companii;
- Pentru participanții care sunt persoane fizice și doresc să se înscrie în ziua evenimentului, taxa va fi de 150 lei.

Sunt 42 de categorii de concurs la care alergătorii se pot înscrie, ei putând opta pentru:

- Maraton – 42 km, cu 2.200 m diferență de nivel;

- Semimaraton – 21 km, cu 1.000 m diferență de nivel;
- Ștafetă – 7 km, în echipe de 3 sau 6 persoane;
- Copiii au parte, și în acest an, de o cursă specială, pe o distanță care variază între 500 m și 1 kilometru, în funcție de vârstă.

Înscrierea în concurs a copiilor și a tinerilor sub 18 ani este gratuită. Aceștia pot participa fie la proba de Semimaraton, fie la Ștafetă sau la Crosul Copiilor. Vârsta minimă pentru înregistrarea în cursele disponibile este: 14 ani pentru Ștafetă, 16 ani pentru Semimaraton și 18 ani pentru Maraton. Cursele pentru copii sunt deschise tuturor participanților cu vârste cuprinse între 5 și 13 ani.

Tot mai mulți turiști maghiari își petrec vacanța în România

Tot mai mulți turiști din Ungaria aleg România pentru zilele de vacanță. Destinațiile lor preferate sunt cele din Vestul țării, în special stațiunile și orașele balneoclimaterice. Platforma de rezervări online HotelGuru.ro a înregistrat o creștere a numărului de turiști maghiari care aleg să-și petreacă vacanța în România. Printre destinațiile lor preferate se numără orașele și stațiunile balneoclimaterice din vestul țării, precum Sovata, Praid și Rimetea.

Stațiunile balneoclimaterice sunt situate în zone montane și submontane și beneficiază de un climat perfect pentru acest tip de tratamente. De asemenea, acestea găzduiesc și obiective turistice naturale, trasee montane și restaurante.

Potrivit datelor HotelGuru.ro, în anul 2017 turiștii din Ungaria au rezervat vacanțe în România în valoare de peste 660.000 euro, în timp ce numărul rezervărilor trimise de către turiștii maghiari în România a fost de aproximativ 11.000. Creșterea înregistrată față de anul 2016 a fost de 20%, portalul înregistrând 9000 de rezervări ce au însumat peste 540.000 euro.

Internet wi-fi în RATB

Primarul general al Capitalei, Gabriela Firea, a anunțat că în rețeaua de transport în comun din Capitală va fi instalat internet gratuit. ”O veste bună pentru utilizatorii de internet. Cu votul dumneavoastră de azi și prin propunerea pe care o fac, RATB va iniția o procedură prin care în autobuze, tramvaie și troleibuze, se va instala internet wireless gratuit pentru toți călătorii”, a declarat primarul Capitalei.

Gabriela Firea a mai spus că tot printr-o aplicație, călătorii vor putea să afle care e timpul de așteptare pe care trebuie să-l mai parcurgă, precum și informații despre traseul mijlocului de transport pe care dorește să-l ia.

Motivul pentru care însoțitorii de zbor te roagă să ridici obloanele ferestrelor la decolare și aterizare

Avioanele de ultimă generație, ca Boeing 787 Dreamliner, dispun de ferestre inteligente care își schimbă culoarea în funcție de necesitățile echipajului de zbor. Cu toate acestea, majoritatea avioanelor care zboară în prezent nu dispun de această tehnologie, fiind dotate cu clasicele obloane care pot fi coborâte și ridicate.

Persoanele care nimeresc locul de la fereastră sunt de obicei rugate de însoțitorii de zbor să ridice și să coboare obloanele, cel mai des în timpul decolării și aterizării, când personalul trebuie să vadă exteriorul aeronavei.

Acest lucru nu se întâmplă în cazul tuturor companiilor, însă nu ar trebui să vă mire dacă vă întâlniți cu această cerință în timpul unui zbor. Explicația are legătură cu măsurile stricte de siguranță de la bordul aeronavelor. De exemplu, regulile SUA spun că un avion trebuie evacuat în 90 de secunde în caz de urgență, de menționat fiind și faptul că majoritatea incidentelor au loc în timpul decolărilor și aterizărilor.

Obloanele trebuie, așadar, ridicate în timpul acestor manevre, pentru ca echipajul să poată vedea ce se întâmplă în afara avionului și să depisteze eventuale defecțiuni sau pericole - foc la motor, de exemplu. De asemenea, obloanele ridicate le permit însoțitorilor de zbor să decidă ce uși să folosească în caz de evacuare de urgență.

Apoi, în timpul decolărilor și aterizărilor, lumina ambientală este redusă în intensitate. Acest lucru permite ca ochii pasagerilor și echipajului să se obișnuiască la lumina naturală. În cazul unei evacuări de urgență, o lumina foarte puternică la care ochii nu sunt adaptați poate dezorienta atât pasagerii, cât și echipajul avionului.

Așadar, dacă vă întâlniți cu această situație, nu ignorați cerințele personalului, dacă vreți ca zborul să se desfășoare în condiții de siguranță maximă.

Noi coloane de automarfare s-au format la granița cu Ungaria, iar la Nădlac II se așteaptă patru ore pentru ieșirea din țară

Noi coloane de automarfare s-au format la granița cu Ungaria, iar la Nădlac II se așteaptă patru ore pentru ieșirea din țară

Noi coloane de automarfare s-au format la granița cu Ungaria, iar la Nădlac II se așteaptă patru ore pentru ieșirea din țară. Punctele de trecere a frontierei cu Ungaria sunt din nou aglomerate pe arterele de ieșire dedicate camioanelor, luni dimineață, formându-se coloane de până la opt kilometri, în cazul Nădlac II, unde se așteaptă cel puțin patru ore pentru controlul documentelor. Știri pe aceeași temă Trafic îngreunat pe Autostrada A1 Sibiu-Deva Cum să alungi durerile din zona cervicală Coloanele de camioane s-au format duminică seară, înainte de ridicarea interdicției de acces în Ungaria pentru traficul greu, care se aplică în fiecare weekend, respectiv de sâmbătă ora 23,00, până duminică ora 23,00 (ora României). La Nădlac II, cel mai mare punct de trecere a frontierei pe cale rutieră din țară, luni dimineață coloana a ajuns la peste opt kilometri. Camioanele staționează pe banda de urgență a autostrăzii, iar timpii de așteptare pentru control pe cele cinci artere deschise traficului greu este de peste patru ore, conform Poliției de Frontieră Arad. La Vârșand, tot în județul Arad, se așteaptă cel puțin o oră și jumătate, și se lucrează pe două artere de ieșire pentru camioane, iar la Borș, în Bihor, se așteaptă o oră, aici controlul fiind făcut pe trei artere. La Petea, în Satu Mare, e deschisă o arteră pentru traficul greu, pe sensul de ieșire din România, iar timpul de așteptare

este de aproximativ două ore. Traficul greu ar urma să revină la valori normale până luni seară, cu excepția punctului Nădlac II, unde din cauza numărului mare de automarfare coloana ar putea să dispară abia marți. Circulația pe arterele dedicate autoturismelor și autocarelor nu este afectată și nu se înregistrează timpi de așteptare mai mari de 15 minute.